

Collection
Études théoriques

no ET0420
Quelques réflexions et synthèses
sur le commerce équitable

Marco Silvestro

Rapport d'étape suite à la participation
à deux rencontres des acteurs du
commerce équitable québécois
et mondial

Dans le cadre du
Projet de recherche sur les
« Nouvelles » pratiques solidaires
Jean-Marc Fontan,
département de Sociologie ;
et ARUC-ÉS ;
Corinne Gendron,
Chaire de responsabilité sociale et de
développement durable (ESG) ;
Patrice Rodriguez,
Patrice Rodriguez Conseils ;
Équipe de recherche sur les
« Nouvelles » pratiques solidaires,
Centre de recherche sur les innovations
sociales (CRISES), Août 2004

novembre 2004

Cahiers du CRISES
Collection Études théoriques – no ET0420
« **Quelques réflexions et synthèses sur le commerce équitable** »
Marco Silvestro

ISBN : 2-89605-164-3

Dépôt légal : novembre 2004

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

Axe innovations sociales et territoire

- Les chercheurs de l'axe territoire s'intéressent principalement aux rôles des acteurs sociaux, et à leurs pratiques innovatrices, dans les recompositions territoriales contemporaines. Ils étudient notamment l'émergence de réseaux sociaux et leurs liens avec de nouvelles formes de territorialité ; les relations entre les entreprises, les acteurs sociaux et les instances politiques locales ; les identités locales et leurs liens avec le développement économique et social ainsi que les modalités de gouvernance territoriale.

Axe innovations sociales et conditions de vie

- Les chercheurs de l'axe conditions de vie s'attardent à repérer, décrire et analyser des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axes innovations sociales, travail et emploi

- Les membres de l'axe travail et emploi centrent leurs travaux sur l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les recherches portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles de l'emploi et du travail. Elles concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, la formation et l'économie du savoir.

LES ACTIVITÉS DU CRISES

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires post-doctoraux, la formation des étudiants, le *CRISES* organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, les rapports annuels et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : www.cris.es.uqam.ca.

Denis Harrison
Directeur

NOTES SUR L'AUTEUR

MARCO SILVESTRO est étudiant au doctorat au Département de sociologie de l'UQÀM.

Il est détenteur d'un baccalauréat en sciences politiques et d'une maîtrise en sociologie de l'Université de Montréal.

Ses intérêts de recherche portent sur l'action collective et les mouvements sociaux, la sociologie politique et la méthodologie qualitative. Il a participé à des recherches sur l'institutionnalisation du milieu communautaire montréalais, sur le sauvetage d'entreprises par des alliances de syndicats et d'acteurs communautaires (publié dans *Cahiers de l'ARUC*, nos. R-08-2004 et R-09-2004) ainsi que sur l'insertion par l'activité économique dans quatre pays de la francophonie (publié dans *Cahiers de l'ARUC*, nos. R-11-2004, R-12-2004, R-13-2004 et R-14-2004).

Ses recherches doctorales portent sur le renouveau du syndicalisme agricole au Québec ainsi que sur l'émergence d'un mouvement de contestation des modèles de production agroalimentaire et de consommation.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES DIAGRAMME, FIGURE ET TABLEAUX.....	ix
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
1. CONTEXTE ET DÉROULEMENT DE LA RENCONTRE HÉMISPHERIQUE DE CANCUN.....	5
1.1. Le déroulement du Symposium	7
1.2. Les sujets abordés	8
1.3. Les acteurs présents	8
1.4. Officiel et officieux.....	9
1.5. Les séances plénières	9
1.6. La stratégie pour les Amériques	10
1.7. Conclusion	11
2. LA DYNAMIQUE DES ACTEURS DU COMMERCE ÉQUITABLE.....	13
3. LES RATIONALITÉS POLITIQUES DANS LE COMMERCE ÉQUITABLE	21
4. LE CONTEXTE ET LE DÉROULEMENT DE LA RÉUNION DE QUÉBEC	25
4.1. Le déroulement du Forum.....	26
5. LES RATIONALITÉS POLITIQUES ET LES ENJEUX DU MOUVEMENT AU QUÉBEC	29
CONCLUSION.....	31
BIBLIOGRAPHIE.....	33
ANNEXE 1 : Liste des acteurs recensés et présentés par Noiseux	37

LISTE DES DIAGRAMME, FIGURE ET TABLEAUX

DIAGRAMME 1	Les chaînes et les réseaux. Schéma des types d'acteurs et de leurs relations dans le CÉ	19
FIGURE 1	La route conventionnelle du café et la route du café équitable	14
TABLEAU 1	Intervenants impliqués dans le commerce équitable	16
TABLEAU 2	Les principaux acteurs du commerce équitable au Québec	26

RÉSUMÉ

Le présent rapport de voyage s'inscrit dans les travaux du Groupe de recherche sur les « nouvelles » pratiques solidaires, lequel s'intéresse aux initiatives économiques innovantes sur le plan de la solidarité et de la redéfinition des relations économiques en fonction de valeurs sociales.

La réalisation de ces voyages et de ce rapport a été rendue possible grâce au support financier de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) de l'UQÀM.

L'auteur tient à remercier tout particulièrement M. Jean-Marc Fontan, codirecteur de l'ARUC-ÉS, pour son soutien moral, intellectuel et financier.

Marco Sylvestro

INTRODUCTION

Depuis une quarantaine d'années, de nouvelles pratiques solidaires ont émergé dans le champ des relations économiques : commerce équitable, finance éthique, certification biologique de produits alimentaires ou forestiers, etc. Composant une tendance de plus en plus significative dans l'économie mondiale, ces pratiques sont en voie de redéfinir les façons de produire, de faire du commerce, d'investir et de consommer. Ces mouvements portent les germes de nouvelles tendances normatives à adopter, autant du point de vue des gouvernements que des individus et des entreprises (Gendron, Lapointe et Turcotte 2003)¹. De plus, ils mettent de l'avant des rationalités politiques différenciées qui se rattachent à des scripts idéologiques complexes. Ces pratiques solidaires s'inscrivent dans les préoccupations mondiales concernant la protection de l'environnement, la promotion de la justice sociale et des droits humains, et elles visent la réforme des normes internationales du commerce. Dans le contexte économique globalisé, elles viennent bousculer les rapports de pouvoir, plaçant consommateurs, petits producteurs et groupes de défense (*Advocacy Groups*) dans une position revendicatrice face aux institutions politiques et économiques. Plusieurs penseurs avancent que l'ouverture de l'échelon mondial, l'importance grandissante des acteurs politico-économiques à cette échelle et la perte de pouvoir des institutions nationales face aux institutions internationales ont favorisé l'émergence de ce que d'autres appellent « les nouveaux mouvements sociaux économiques » (Gendron 2001 ; Gendron, Turcotte, Lafrance et Maurais 2002)².

Le présent document s'inscrit dans un programme de recherche sur les « nouvelles » pratiques solidaires qui font appel aux valeurs de solidarité, de durabilité, d'insertion sociale. Le programme est sous la direction de Jean-Marc Fontan et Corinne Gendron, tous les deux membres de l'Axe innovations sociales et territoire, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Suite à un certain sentiment d'impasse sur les modèles existants d'insertion par l'économie et suite à des discussions sur l'existence, dans différents pays, d'une multiplicité d'expériences solidaires pleines de potentiel et encore peu étudiées, que le noyau des directeurs de cette recherche s'est mis à réfléchir sur l'étude de pratiques économiques qui questionnent les modèles d'insertion en vigueur et qui innovent sur le plan de l'intégration des préoccupations sociales et environnementales dans les activités économiques.

Le commerce équitable (CÉ) et l'agriculture biologique se sont immédiatement présentés comme les exemples les plus visibles de ces « nouvelles » pratiques solidaires, en ce sens qu'ils proposent des « contrats sociaux », des « modèles de solidarité » et des « systèmes de production et d'échange » passablement différents de ceux en vigueur actuellement dans le monde occidental. Cependant, on peut aussi se demander s'il existe, en dehors du CÉ formalisé, de l'agriculture biologique certifiée et de la frange la plus institutionnalisée de la « nouvelle économie sociale », d'autres pratiques et d'autres discours au potentiel innovateur et régulateur. Des pratiques qui n'ont pas nécessairement pour objectif d'influencer la dynamique globale des échanges

¹ Texte disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/cahier12.pdf>

² Texte disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/cahier08.pdf>

économiques, mais plutôt de créer localement des espaces sociaux où prévalent des normes différentes. Si c'est le cas – ce que nous croyons – plusieurs questions viennent à l'esprit : comment se déploient ces pratiques ? A quelles valeurs, à quels systèmes idéologiques font appel les discours des acteurs ? Comment ces pratiques et ces discours s'inscrivent-ils dans le contexte institutionnel québécois et dans l'espace global ? Quelle est la nature du lien entre les initiatives locales et la dynamique mondiale ? En suivant cette idée d'identifier des pratiques locales d'échanges économiques qui font appel aux valeurs de solidarité, d'insertion sociale, de durabilité écologique, etc., plusieurs expériences québécoises ont été retenues par l'équipe. L'équipe de recherche s'est alors lancée dans une phase de documentation qui a mené, en quelques mois, à la production d'une dizaine de monographies descriptives.

Car la redéfinition de la solidarité à l'échelle mondiale s'accompagne d'un processus semblable à l'intérieur même des États-nation occidentaux. Ce que l'on pourrait appeler le « commerce équitable local » constitue aussi une tendance, moins appuyée et moins visible que celle qui se déploie à l'échelon mondial, mais tout aussi importante dans un contexte de redéfinition de l'action publique en développement économique et régional. C'est ainsi que Jaffee, Kloppenburg et Monroy (inédit)³ tentent de saisir, à partir d'une grille d'analyse conçue pour l'étude du CÉ, comment s'articule la « charge morale » du commerce équitable dans une perspective « nord-nord » ou « sud-sud ». Ils posent d'entrée de jeu que « *fair trade [...] is not necessarily far trade* » (Jaffee, Kloppenburg et Monroy, inédit : 3). Ils différencient aussi le « tournant qualité »⁴ dans le secteur agroalimentaire du « tournant équité ». Car si « *the intense examination of « quality » now under way does not substantively encompass « fairness » as a means of framing preferences* », il n'en reste pas moins qu'exiger l'équité dans les relations marchandes « *is asking for a new solidarity contract* » qui inclut la qualité dans sa définition (Jaffee, Kloppenburg et Monroy, inédit : 9).

Parallèlement à cette voie de recherche, il est apparu utile de continuer la réflexion, déjà entamée par l'équipe, sur le CÉ international. Notamment parce qu'il est difficile de séparer, dans la réalité et dans l'analyse, les dimensions locales, régionales et internationales du commerce « alternatif ». Il est apparu essentiel de comprendre et de décrire le fonctionnement du CÉ mondial pour pouvoir le comparer aux pratiques locales. Le dossier sur les acteurs du CÉ compilé par Yanick Noiseux (2004)⁵ s'inscrit dans ce désir de compréhension de la dynamique du mouvement et de ses ancrages locaux.

De même en est-il du présent texte, qui est le produit d'une revue de la littérature sur le commerce équitable et de deux séances d'observation participante. La première eut lieu à Cancun (Mexique), du 9 au 14 septembre 2003, dans le cadre du « Symposium sur le commerce équitable » qui regroupait plus de 200 acteurs mondiaux⁶. La seconde a été effectuée à Québec, le 30 janvier 2004, lors du forum sur le CÉ au Québec intitulé « Commerce équitable et économie sociale : le défi de

³ Texte écrit en 2003, à paraître normalement en 2004 dans *Rural Sociology*.

⁴ "The Quality Turn". Voir à ce propos Goodman 2003 et McMichael 2000.

⁵ Une liste détaillée des acteurs et des principales caractéristiques des organisations actives dans le CÉ. Le document devrait bientôt être disponible en ligne.

⁶ Le site du Symposium offre différents documents d'intérêt : <http://www.fairtradeexpo.org/> . Le programme et la liste des invités sont disponibles à cette adresse : http://www.fairtradeexpo.org/030903_en.pdf .

construire un réseau »⁷. Nous voudrions rendre compte de ces deux réunions de façon synthétique. L'objectif général est d'offrir des éléments de synthèse sur deux questions principales : d'une part, décrire la dynamique qui anime les acteurs, les relations de pouvoir et la forme que prennent les réseaux. D'autre part, approfondir l'analyse de l'activité discursive des organisations. Notamment en scrutant l'articulation entre les valeurs de justice et celles concernant les activités économiques.

Les deux réunions ne s'inscrivent pas dans les mêmes réseaux et n'avaient pas les mêmes objectifs. Celle de Cancun visait l'élaboration d'une stratégie concertée à l'échelon hémisphérique des Amériques; celle de Québec visait le développement local de réseaux d'importation-distribution et de lobbying au Québec. La réunion de Cancun nous permet de décrire la dynamique des acteurs sur les échelons hémisphérique et mondial, ce qui fait l'objet des deux premières sections du texte. Elle nous permet aussi d'identifier les enjeux politiques et stratégiques à l'intérieur du mouvement à travers les différentes rationalités politiques qu'expriment les acteurs, ce que l'on retrouve dans la troisième section du texte. La réunion de Québec, pour sa part, nous permet de faire essentiellement le même exercice à l'échelle du Québec. Le lecteur trouvera cette description dans la quatrième section.

⁷ Les actes du colloque ont été compilés par Luc Audebrand et sont disponibles dans la collection Cahier de l'ARUC en Économie sociale, no. T-03-2004. Disponible en ligne : <http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-03-2004.pdf>.

1. CONTEXTE ET DÉROULEMENT DE LA RENCONTRE HÉMISPHERIQUE DE CANCUN

Ce que l'on appelle « commerce équitable », « commerce juste », « commerce éthique » ou, de façon plus générale « commerce alternatif », n'est pas un phénomène nouveau. La forme qu'il prend aujourd'hui sur l'échelon international est née il y a plus de trente ans en Europe, dans le giron du mouvement tiers-mondiste (Bucolo 2000, Adam et Brown 1999) et de l'organisation humanitaire confessionnelle OXFAM. Depuis la création de l'OMC (et son élargissement progressif à tous les secteurs du commerce), la dynamique économique mondiale est en changement rapide. Le CÉ – qui dans certains pays et dans certaines filières devient « significatif » dans les flux d'échanges internationaux – est aussi en évolution constante.

Comme le montre le dossier compilé par Yanick Noiseux, les acteurs du CÉ sont très nombreux⁸. Développé originellement dans le giron des organisations religieuses et d'aide humanitaire d'influence confessionnelle, le CÉ déborde maintenant largement ce cadre. Il est devenu une activité économique à part entière, relativement rentable selon les filières. Le nombre d'organisations s'est multiplié ; les réseaux internationaux de producteurs, de certificateurs, de distributeurs, de détaillants, de transformateurs, de promoteurs, d'importateurs et d'exportateurs, etc., se sont renforcés et complexifiés. Certaines organisations - comme celles qui entourent le label Max Havelaar - sont devenues des figures de proue capable de discuter d'égal à égal avec les grands conglomérats de production et de distribution agroalimentaire (la distribution grande surface. Groupes Carrefour, Auchan, Loblaw's, etc.). Des multinationales de l'agro-industrie s'intéressent maintenant à la certification équitable : Van Houtte, Starbucks, Nestlé, pour ne mentionner que le secteur du café. Les gouvernements sont aussi des institutions interpellées par la dynamique mondiale du CÉ et plusieurs d'entre eux sont devenus des promoteurs de cette façon alternative de faire du commerce international.

Ce bourgeonnement et la complexité qui en a résulté sont l'effet de la popularité croissante du CÉ dans certaines filières et dans certains pays⁹. Plusieurs analyses économiques montrent des taux de croissance de 20 % par année pour des filières comme le café, le thé et certains fruits (Raynolds 2000, Perna 2001). Au Canada, le taux de croissance du marché du café équitable est de plus de 100 % par année depuis 1998 (Union des consommateurs, 2002). Le nombre de certificateurs et celui des certifications disponibles ont considérablement augmenté, produisant une grande diversité entre les cahiers des charges. Au détour du troisième millénaire, le secteur du CÉ apparaît, à première vue, comme une nébuleuse (pour employer un mot de Melucci) d'organisations reliées en galaxies qui forment réseau. Entre chacune des galaxies a régné, pendant un temps, « le vide sidéral ». Cependant, depuis la seconde moitié des années 1990, on voit se répandre des stratégies de réseautage international entre les acteurs du CÉ. Cela se manifeste par les nombreuses fédérations nationales ainsi que par les quatre fédérations internationales d'acteurs

⁸ Voir la liste des acteurs présentés dans le dossier de Noiseux en Annexe 1 du présent document. Cette liste ne mentionne que les principaux acteurs qui ont été recensés via Internet. Elle est loin d'être exhaustive.

⁹ Savoir ce qui motive l'intérêt des consommateurs pour les produits du CÉ est une autre question.

du CÉ (NEWS, IFAT, EFTA, FLO). C'est encore plus évident avec la création de FINE en 2001¹⁰. Vouée à la discussion et à la concertation, la FINE est la dernière qui démontre la volonté de tisser une toile solide, logique et efficace entre tous les acteurs du CÉ.

Les enjeux du commerce se concentrent de plus en plus à l'échelon mondial. Le développement de l'OMC et son emprise croissante – qu'on le veuille ou non – sur tout ce qui concerne le commerce, est en train de tisser la nouvelle toile de régulation des échanges économiques, politiques et même culturels mondiaux. Les acteurs du CÉ estiment qu'ils doivent être présents dans les négociations des accords entourant l'OMC. C'est donc muni de cette volonté d'accroître, d'une part, le dialogue et la concertation à l'intérieur du mouvement et, d'autre part, l'inscription mondiale du mouvement dans les lieux de décision, que la « Première rencontre hémisphérique des acteurs du commerce équitable »¹¹ a été pensée. Elle eut lieu du 9 au 12 septembre 2003 à Cancun, au Mexique, à quelques jets de pierre du Centre des congrès où se déroulait – sous très haute surveillance – la 5^e Rencontre ministérielle des membres de l'OMC pour le cycle de Doha¹².

Le choix de cette date pour tenir le Symposium est stratégiquement clair, comme le mentionne Mark Ritchie, directeur du comité d'organisation, dans le texte de bienvenue de la réunion :

We choose this time, in Cancun, for obvious reasons. We believe strongly in the need for trade rules, and we are here to show what good rules – Fair Trade rules – can mean in the lives of poor people from many different countries.

Programme du Symposium, 2003, p.1

Les organisateurs de l'événement – un « comité international de coordination » de cinq organisations¹³ – voulaient atteindre trois objectifs clairs avec cette rencontre : 1) tenir un colloque qui ferait se rencontrer le plus d'acteurs possibles, des producteurs, des importateurs, des certificateurs, des activistes et des lobbyistes ; 2) élaborer une stratégie commune aux acteurs des Amériques afin de constituer un bloc cohérent pour influencer les politiques économiques dans les Amériques et sur l'échelon mondial ; 3) se positionner clairement face à l'OMC, renforcer les

¹⁰ « FINE regroupe les 4 fédérations internationales de commerce équitable : **FLO** (*Fairtrade Labelling Organizations*) International, gestionnaire du système de certification international, **EFTA** (fédération des importateurs spécialisés), **NEWS** (fédération des boutiques spécialisées) et **IFAT** (fédération internationale des organisations de CÉ). » (Tiré de Noisieux 2004 :13).

¹¹ La réunion est aussi connue comme le « Symposium sur le commerce équitable ». Ci-après, nous l'appellerons le Symposium.

¹² Rappelons que le cycle (cahoteux) de Doha a débuté en 2001 à Doha au Qatar. Il est une tentative de relancer l'OMC après le fiasco de Seattle en 1999. Les principales questions à l'ordre du jour de ces négociations sont : l'agriculture, la propriété intellectuelle et le commerce des services. La réunion de Cancun avait pour principal objectif de faire débloquer la question de l'agriculture. La réunion a échoué à obtenir une quelconque entente.

¹³ L'*Institute for Agriculture and Trade Policy* (IATP) (USA) et Équiterre sont des groupes de pression, des centres de recherche et de promotion du commerce équitable (notamment). *Comercio Justo Mexico* est un organisme de certification, un groupe de pression et un groupe de promotion du CÉ. Oxfam International, organisation d'aide humanitaire promotrice du commerce équitable, a aussi participé à l'organisation. Enfin, les services de la firme de consultants Gerster Consulting (Suisse) ont été utilisés.

liens existants avec les ONG et quelques gouvernement, faire acte de présence, bref : s'inscrire dans le décor comme acteur majeur qui doit être pris au sérieux.

1.1. Le déroulement du Symposium

Le Symposium fut préparé longtemps d'avance par le comité d'organisation. Quatre hôtels, des salles de conférence et un hall d'exposition ont été nécessaires. Une vingtaine de personnes ont travaillé pendant un an pour tout ficeler. Au total, plus de 300 personnes ont été rassemblées à Cancun dans deux événements différents : d'une part le Symposium qui prenait la forme d'un colloque et d'assemblées décisionnelles et, d'autre part, on avait organisé une Foire du commerce équitable qui permettait aux producteurs et aux organisations de tenir kiosque. La foire fut un événement partiellement promotionnel, accompagné de toutes les caractéristiques d'un tel exercice : matériel publicitaire, slogans, clinquant, musique, jolies personnes souriantes qui vous accueillent, etc. : bref, la galerie commerciale de l'équitable. Cependant, les principes de la foire (discussion, rencontre, échange) ainsi que l'utilisation intelligente des lieux ont fait en sorte de créer un espace de relaxation pour les participants du Symposium. Soirées dansantes, réceptions, discours engagés et conférences de presse se sont tenus là. Plusieurs contrats d'importation ont été signés et des centaines de cartes de visite ont changées de main.

Le Symposium constituait la portion congrue de la réunion. Les trois jours de réunion se configuraient selon le modèle traditionnel du colloque. La réunion fut ouverte par le président de l'IATP accompagné d'un panel d'acteurs importants qui devaient donner la position générale des institutions afin de lancer les discussions : la ministre déléguée responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le responsable de la campagne de commerce équitable chez Oxfam International, une représentante des communautés indigènes mexicaines et un représentant des organisations de CÉ provenant de l'IFAT. Ensuite, pendant trois jours s'enchaînaient, de 9h30 à 19h00, jusqu'à trois séries de panels concurrents. Plusieurs plénières décisionnelles avaient pour objectif la construction démocratique d'une stratégie commune des acteurs des Amériques.

Les sujets discutés furent très diversifiés. Chaque panel était « commandité » par un acteur majeur et cela a peut-être alimenté la diversité des sujets. Nous ne décrivons pas ici la teneur de chaque panel. Nous référons le lecteur qui s'y intéresse au programme du Symposium¹⁴ ainsi qu'à l'article qu'a fait paraître René Audet dans le Bulletin de la Chaire économie et Humanisme¹⁵. Nous voudrions plutôt donner quelques impressions et réflexions dans une perspective de synthèse.

¹⁴ Disponible en ligne : http://www.fairtradeexpo.org/030903_en.pdf

¹⁵ Audet, René (2003) « Cancun 2003 et le discours économique de la société civile », dans *Oeconomia Humana, Bulletin de la Chaire Économie et Humanisme*, vol. 1 no. 12, pp. 2-4. Disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/oeconomiahumanaoctobre2003.pdf>

1.2. Les sujets abordés

Les sujets abordés furent très nombreux, bien sûr. Les panels servaient soit à discuter, soit à offrir de nouvelles connaissances et à mettre au courant de certains faits et de pistes de solutions à des problèmes précis. Les panels, comme dans tout colloque qui se respecte, manquaient parfois d'unité. On a beaucoup parlé d'économie et d'administration publique, d'élaboration de politiques et d'ouverture de marchés domestiques ou extérieurs. On a aussi abordé de différentes façons la difficile question des conditions de production au Sud (Amérique du Sud, Afrique, Asie, Inde). La situation dans le café, le coton, le thé, l'artisanat ; la question des femmes, des conditions de travail, de l'éducation des enfants ; celle de la lutte contre la drogue, contre les pesticides ou contre les multinationales : toutes ces questions ont été abordées par une pléiade d'orateurs qui s'exprimaient en trois langues (espagnol, anglais et français, en ordre d'importance)¹⁶.

Certaines séances avaient plutôt pour but de penser et d'élaborer des méthodes concrètes pour développer un marché. Par exemple, la Commission on *Environmental Cooperation* (USA/Canada/Mexique) avait organisé un atelier de travail pour construire le réseau entre les organisations religieuses des États-Unis et les producteurs de palme d'Amérique du Sud¹⁷. Il ne s'agissait pas d'exposer là les problèmes de la production de la palme ou de la certification de la production; il s'agissait plutôt d'établir des contacts et de construire le réseau d'export-import, de parler concrètement quantité et calendrier, de donner des responsabilités et de planifier des visites. Entre gens partageant la même foi chrétienne et désireux de collaborer pour des questions avant tout spirituelle, il n'y a pas eu d'enjeux sur la définition exacte du commerce équitable. Il était intéressant de voir que des universitaires et des experts travaillant dans des ONG non confessionnelles étaient au centre de l'organisation du réseau.

1.3. Les acteurs présents

La plupart des principaux acteurs (parties prenantes, « *stakeholders* ») du CÉ étaient présents. C'est-à-dire qu'il y avait beaucoup de représentants d'organismes de certification, de coopération internationale et de promotion du commerce équitable. Aussi plusieurs représentants d'organisations d'origine religieuse. Plusieurs chercheurs, analystes, hauts fonctionnaires.¹⁸ Cependant, on a entendu déplorer que le Sud n'était pas très bien représenté et que ses représentants étaient parfois intimidés par le mode très « nordiste » de mener la discussion. Il y avait beaucoup de représentants du Sud, pour la plupart des délégués de fédérations de coopératives de production, ou des propriétaires d'entreprise ou des membres de coopérative de production, ou de certificateurs (Certimex, Indicert). Il y avait quelques Africains, quelques

¹⁶ La traduction des interventions était assurée en anglais et en espagnol, mais pas en portugais ou en français.

¹⁷ La palme est utilisée dans certains rites chrétiens et revêt un caractère hautement moral.

¹⁸ À noter en passant que la distribution femmes-hommes était assez égalitaire. Plusieurs femmes occupent des responsabilités importantes dans le commerce équitable. Certaines de ses figures de proue, invités au Symposium, sont d'ailleurs des femmes (Rigobertà Menchù, Prix Nobel de la Paix; Vandana Shiva, professeure, activiste, et scientifique de renommée mondiale).

Asiatiques et un Indien. Alors que les gens du Sud parlaient de leur expérience, de leurs problèmes, de leur vision des choses, sur un mode souvent très concret, les gens du Nord discutaient lobbying, principes abstraits, stratégie hémisphérique et législation. Les discours semblaient parfois un peu parallèles.

Il est ainsi apparu un certain schisme entre les priorités des producteurs du Sud et les priorités des importateurs, certificateurs et distributeurs du Nord. Le Sud veut produire et vendre à un prix juste, un prix qui correspond souvent à celui d'il y a quelques années. C'est souvent une question de survie pour plusieurs communautés. C'est aussi souvent une question de survie environnementale : la monoculture industrielle sous l'égide des multinationales se fait dans des conditions épouvantables pour la santé des travailleurs et celle de l'environnement. Le Nord, pour sa part, est pris dans des discussions politiques et des problèmes éthiques. Il est préoccupé de baisse des coûts, de marketing et de certification (qualité du produit). Il chipote sur les principes, impose des normes « nordistes » de contrôle de la qualité, détermine l'agenda du développement du commerce équitable.

1.4. Officiel et officieux

On a pu constater une sous représentation brésilienne et argentine. Une discussion a eu lieu là-dessus qui a mis mal à l'aise la présidente de la session. C'est que les producteurs des autres pays d'Amérique latine ne voulaient pas vraiment que les gros joueurs du Brésil et de l'Argentine viennent mêler les cartes au Symposium. Alors on n'a pas fait d'effort pour en inviter beaucoup. Cette décision peut se défendre d'une autre façon : les principaux producteurs de produits du commerce équitable sont les pays latins situés au nord du Brésil.

1.5. Les séances plénières

Ce que les organisateurs ont appelé séances plénières concernaient surtout l'exploration de l'action stratégique sur le plan des politiques publiques (*Policy*). Les orateurs invités sont tous significatifs dans le monde de l'analyse des politiques ou dans celui du lobbying et de la participation à la gouvernance nationale et internationale. Une plénière a été consacrée aux politiques de l'Omc. Il s'agissait de démontrer le programme de l'OMC pour les prochaines années et de voir s'il était possible d'insérer le commerce équitable là-dedans. Les discussions ont été vives et ont révélé la tension entre les tenants d'un élargissement rapide du commerce équitable et ceux qui préfèrent y aller plus lentement et conserver intact les principes moraux de l'action.

Le *Policy Forum*, tenu le 12 septembre et organisé conjointement par Équiterre et l'IATP, exprime bien le parti pris institutionnel des organisations du Nord. Le Forum visait à explorer les obstacles institutionnels à l'accroissement du commerce équitable dans les pays « producteurs » et les pays « consommateurs ». Des invités ont aussi rendu compte de campagnes « d'éducation des

consommateurs » (campagnes de marketing et de publicité) qui ont eu lieu en Amérique du Nord et en Europe. Enfin, la dernière portion du Forum constituait la séance plénière de clôture du Symposium. Le résumé des travaux ainsi que l'exposition des propositions de collaboration ont été faite par des membres du comité organisateur du Nord.

Bref, sans aller jusqu'à dire que ce sont les enjeux du Nord qui ont surtout été exprimés et discutés, il demeure toutefois manifeste que ce sont des acteurs du Nord qui ont à la fois décidé des orientations générales du Symposium, qui ont déposé un avant projet de résolution concernant la stratégie pour les Amériques, qui ont animé la plupart des panels et qui en ont fait la synthèse.

1.6. La stratégie pour les Amériques

Rappelons que l'un des buts principaux de la rencontre de Cancun était d'établir les bases d'une stratégie commune pour les acteurs du commerce équitable des Amériques. Une proposition initiale « à fin de commentaires » a été déposée peu avant le Symposium. Le but à long terme de la stratégie est « d'augmenter la qualité de vie des producteurs dans les pays en développement par la promotion et l'expansion du CÉ à travers les Amériques » (ma traduction), ce qui n'a rien de surprenant. Les objectifs de cette stratégie sont : 1) d'augmenter le dialogue entre tous les intéressés (« *stakeholders* »), incluant l'industrie et les gouvernements ; 2) d'augmenter la standardisation, l'efficacité et la souplesse des diverses normes et certifications équitables ; 3) développer un plan stratégique pour l'action de lobbying sur tous les « *stakeholders* » institutionnels des Amériques. De même, augmenter le financement du mouvement pour faciliter son expansion.

La nécessité d'une telle stratégie est légitimée par l'échéance de la construction de la ZLÉA, projet auquel il faut opposer une vision alternative plus juste et plus écologique. L'accroissement de la demande au Nord et la possibilité réelle d'accroître l'offre certifiée au Sud en augmentant les capacités d'exportation et l'accès à la certification créent aussi un impératif à l'établissement d'une stratégie concertée entre les producteurs, les certificateurs, les importateurs et les financiers. Par le processus de discussion, on veut aussi accroître la chance des acteurs du Sud de s'exprimer. Comme le mentionne le texte de la proposition initiale, la pensée stratégique a surtout été le fait d'organisations basées au Nord. Il est temps, écrivent les auteurs, de faire participer les producteurs qui ont leurs propres problèmes et revendications.

C'est lors du Forum sur les politiques publiques qui concluait le Symposium que les synthèses ont été présentées et que la réflexion sur la stratégie a pu se poursuivre. Le programme du forum se divisait en deux : pays producteurs et pays consommateurs. Dans la première partie, on demandait aux participants, sous forme d'atelier, d'énumérer les besoins les plus pressants des producteurs pour leur permettre de profiter du CÉ. De penser à des programmes ou des politiques concrètes qui pourraient lever les barrières à l'expansion du commerce équitable. On leur demandait de donner leur avis sur les échelons les plus pertinents pour l'action (régional, national, hémisphérique) et les outils disponibles sur chaque échelon. Le même type de réflexion se répétait dans la deuxième

partie sur les pays consommateurs. On se demandait quelles étaient les barrières à l'expansion de la consommation de produits du CÉ, comment les gouvernements pouvaient aider, selon quels programmes ou quelle politique concrète, sur quel échelon, etc.

De façon générale, les participants ont pu exprimer leurs idées concrètes pour améliorer le fonctionnement du commerce équitable dans ses multiples aspects, autant internes (transparence, démocratie, respect des principes et des certifications) qu'externes (promotion, expansion, lobbying, rapport à l'État, rapport au marché conventionnel). Un comité représentatif de gestion de l'évolution (*steering committee*) de la stratégie a été formé. Il comprend un représentant de chacun des trois grands acteurs nord-américains qui ont organisé la tenue du Symposium (Équiterre, IATP, *Comercio Justo*), ainsi qu'un représentant de FLO et quelques autres personnes.

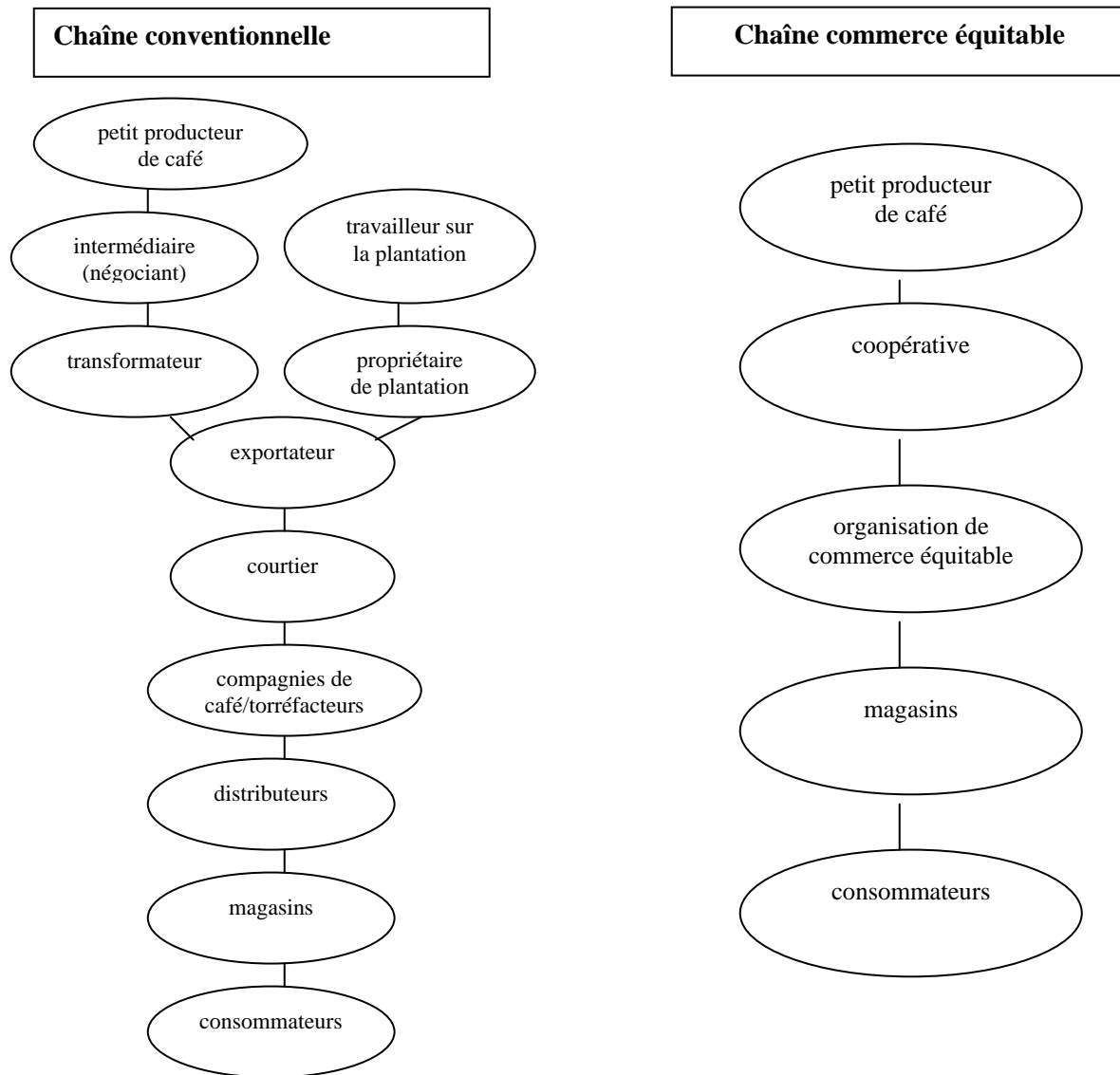
1.7. Conclusion

Pour les organisateurs, le Symposium est une réelle réussite. Il permet de créer énormément de liens nouveaux. Il a permis aux acteurs américains de se rencontrer souvent pour la première fois. Sur le plan du contenu, il a offert un très bon panorama sur la situation du commerce équitable, sur celle de l'agriculture dans le monde et des politiques économiques mondiales. Plusieurs éléments de solution à des problèmes majeurs ont été apportés. La stratégie pour les Amériques pose les bases d'une charte américaine du commerce équitable plus complète, plus efficace et plus forte pour se positionner sur l'échelon politique hémisphérique.

2. LA DYNAMIQUE DES ACTEURS DU COMMERCE ÉQUITABLE

Les acteurs du CÉ sont extrêmement nombreux. On peut avoir un aperçu de la situation en consultant la liste que dresse Noiseux dans son dossier Internet (voir annexe 1). Il y a deux grands types d'action dans le mouvement du commerce équitable : des activités commerciales et des activités politiques de régulation, de promotion et de lobbying. La plupart des acteurs sont surtout engagés dans les activités commerciales. Un des principes fondamentaux du commerce équitable est de réduire le nombre d'intermédiaires dans la chaîne qui va du financement de la production jusqu'à la vente au détail. La figure 1 ci-dessous montre la comparaison entre une chaîne conventionnelle de production-consommation et une chaîne typique (mais un peu simplifiée) du commerce équitable. En supprimant des intermédiaires, le commerce équitable peut payer plus cher aux petits producteurs le fruit de leurs efforts.

FIGURE 1
La route conventionnelle du café et la route du café équitable



Source : Oxfam. Adapté de : <http://www.oxfam.qc.ca/programme/quebec-cda/commerce/route.html>.

Un dossier réalisé par Malservisi et Faubert-Mailloux (2000) nous offre, sous forme de tableau, un aperçu plus dynamique des relations dans le mouvement (voir Tableau 1). Si on lit le tableau en partant de la droite, on se rend compte que les organismes de certifications (Max Havelaar, Transfair, *FairTrade*, etc.) sont tous regroupés dans la structure du *Fairtrade Labelling Organisations-International* (FLO-International). Ce tableau ne rend compte que des principaux certificateurs, lesquels proviennent tous des pays du Nord. En réalité, les organismes de certifications sont plus nombreux car ils se développent de plus en plus dans le Sud (Inde, Mexique). Le nombre de « labels de certification » disponible est très élevé et est difficile à évaluer.

Dans la portion gauche du Tableau 1, on retrouve les acteurs membres de l'*International Federation for Alternative Trade* (IFAT), méga-fédération internationale qui tente de maintenir le lien entre tous les types d'acteurs. Le tableau de Malservisi et Faubert-Mailloux montre bien quels sont ces acteurs. Au sud, les producteurs, familles de producteurs, coopératives et associations de production. On retrouve aussi les organisations d'exportation, soit d'origine locale ou étrangère, dont certaines sont contrôlées par des communautés confessionnelles. Au Nord, on retrouve les importateurs, grossistes, transformateurs et, surtout, les détaillants, actifs sous plusieurs bannières (Magasin du Monde, Magasin Oxfam, *Ten Thousand Villages*, etc.) qui se regroupent dans plusieurs fédérations (NEWS). Enfin, les « organisations de commerce équitable » qui font de la promotion active (par importation-transformation-distribution, lobbying, éducation, etc.) sont regroupées dans l'*European Fair Trade Association* (EFTA). Ce tableau ne mentionne pas les acteurs américains, moyen-orientaux et asiatiques.

TABLEAU 1
Intervenants impliqués dans le commerce équitable

<i>International Federation for Alternative Trade (IFAT)</i>			<i>Fairtrade Labelling Organisations International (FLO-International)</i>			
Regroupement d'organisation de commerce équitable importateurs au Nord, d'organisations d'exportations au Sud et de producteurs (150 membres provenant de 47 pays)			Regroupement d'organismes de certifications de 17 pays (EFTA est membre de FLO-International à titre d'observateur)			
Organisations d'exportation	European Faire Trade Association (EFTA)	Networt of European WorldShops (NEWS)	Max Havelaar	Transfair	FairTrade	Autres
* Communautés religieuses	Regroupement comptant 12 organisations de commerce équitable provenant de 9 pays d'Europe	Regroupement de 15 fédérations nationales de Magasins du Monde représentant 2 500 magasins de 13 pays	Pays-Bas, Suisse, Belgique, France, Norvège, Danemark	Allemagne, Luxembourg, Autriche, Italie, Canada, États-Unis, Japon	Grande-Bretagne, Irlande, Canada	Rättvisemärkt Suède Reilun kaupan edistämisyhdist ys ry Finlande
Coopératives ou associations de producteurs	Organisations de commerce équitable	Magasins du Monde	Labels de certification			
Paysans et leur famille		En parallèle : Magasins d'aliments naturels, espaces commerciaux traditionnels, supermarchés, etc.				
Producteurs	Importateurs/Grossistes Ce rôle est rempli le plus souvent par les mêmes organisations	Détaillants				
Sud			Nord			

Ce tableau classificatoire ne montre pas non plus quels sont les liens entre les différents acteurs. Le Diagramme 1 est plus intéressant à cet égard. Il cherche à schématiser la dynamique des liens entre les types d'acteurs impliqués dans la production, la vente et la régulation des produits du CÉ. En haut à gauche, on retrouve les organisations de promotion et de régulation du commerce équitable, c'est-à-dire les fédérations internationales (IFAT, EFTA, NEWS, FLO), ainsi que d'autres organisations qui ont une influence sur le CÉ (OXFAM, Global Exchange, les Églises, etc.). Ce groupe d'acteurs est très lié à celui des organismes certificateurs avec lequel il régule les activités du secteur. Les organismes certificateurs offrent leurs cahiers de charges et leurs labels aux coopératives de production du Sud, aux importateurs, aux transformateurs et aux distributeurs du Nord. Dans le cas de la certification équitable, ce sont les processus et les relations qui sont certifiées. Dans la certification biologique, ce sont plutôt les méthodes de production et les caractéristiques physiques des produits. Dans les deux cas, on exige aussi une certaine qualité.

Juste au dessous on retrouve les acteurs du Sud. À la source de la chaîne, les producteurs, familles de producteurs et petites communautés. Les producteurs se regroupent en coopérative de production, généralement à l'échelle du village ou de la communauté locale. C'est un impératif du CÉ que de se constituer en coopérative dont les buts sont, d'une part, d'organiser la production et, d'autre part, de veiller au développement social, médical et économique de la communauté. Les liens en pointillés, dans le Diagramme I, signifient que le pouvoir d'influence des producteurs et des coopératives de producteurs sur les organisations internationales de régulation et de certification est très faible. C'est l'un des enjeux identifiés à Cancun que de renforcer la capacité des producteurs de s'exprimer pour influencer le contenu des cahiers des charges, la définition des standards de qualité et l'orientation générale du développement de leurs régions respectives.

Les coopératives de production se rassemblent souvent en confédération (ou fédération) de coopératives afin de mieux négocier leurs produits avec les exportateurs. Cependant, plusieurs coopératives de production négocient individuellement la vente de leur production. La production peut soit être transformée sur place, soit exportée en vrac. Si elle est transformée sur place, les coopératives font affaire avec des coopératives de transformation. Certaines grosses coopératives de production transforment elles-mêmes leur production brute. Dans des pays comme le Mexique et l'Inde, on essaie de plus en plus de développer des débouchés locaux à la production dite « équitable » (qui, souvent, est également certifiée biologique). Des organismes comme *Comercio Justo Mexico*, en plus de faire la promotion internationale du CÉ, travaille à développer des débouchés locaux, notamment par une chaîne de *tortilleries* certifiées équitables et biologiques (cf. Jaffee, Klopenburg et Monroy, inédit). Cependant, le marché du commerce équitable – qui souvent se confond avec celui du biologique, répétons-le – à l'intérieur des pays du Sud est encore à l'état embryonnaire.

Car la voie « naturelle » pour écouler la marchandise équitablement est toujours celle de l'exportation vers les pays du Nord. Les principes fondamentaux du CÉ imposent aux acheteurs des prix supérieurs à ceux des marchés boursiers, en plus de promouvoir des relations commerciales stables, à long terme et partenariales, pour assurer aux coopératives des revenus suffisants et constants. Les relations entre les certificateurs et les coopératives de producteurs sont moins réellement partenariales que celles entre les importateurs et les coopératives de producteurs. Cette

dernière est la plus cruciale relation du commerce équitable : c'est là que se joue l'équitabilité des prix, le contrôle de la qualité, l'octroi de prêts, avances et redistribution de profits aux coopératives de production. C'est là que se concrétise la « justice » dans les relations. Dans le commerce conventionnel, les producteurs individuels ou regroupés sont soumis aux aléas des cours mondiaux, à l'arbitraire des acheteurs oligopolistiques et à l'avidité des banques occidentales.

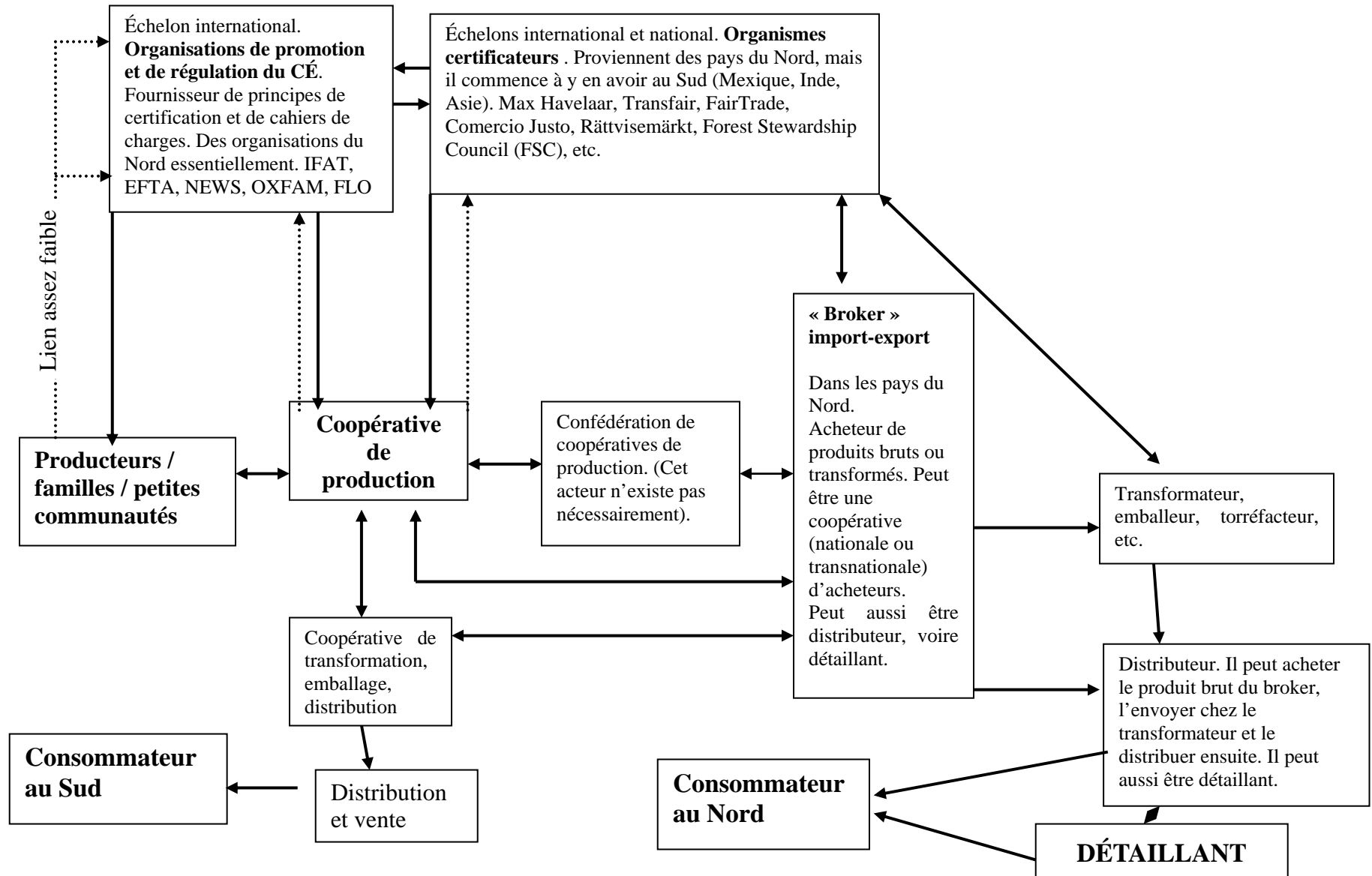
On retrouve ainsi la forme suivante : au Sud, des coopératives de production regroupées dans une confédération de coopératives pour vendre leur produit commun fait affaire, au nord, avec une coopérative d'export-import constituée de plusieurs distributeurs et/ou détaillants qui, eux aussi, adoptent la forme coopérative, associationniste ou corporative, avec ou sans but lucratif. Les deux contractants font aussi affaire avec un ou des certificateurs qui contrôle l'application des cahiers de charge et permet l'utilisation de son label. Une fois entrée dans le pays du Nord concerné, la marchandise doit être plus ou moins transformée avant d'être distribuée et vendue. Une seule organisation peut assurer toutes les étapes de l'importation à la distribution, mais la chaîne peut aussi être divisée entre plusieurs acteurs. Cependant, elle demeure toujours très courte. Les relations internationales sont certifiées par le FLO, les relations qui ont lieu à l'intérieur des pays du Nord sont régulées par les instances nationales de certification.

Les relations entre, d'une part, les organismes de certification et, d'autre part, les exportateurs, importateurs, transformateurs, distributeurs et détaillants sont plus aisément bilatérales (partenariales) que celles entre les coopératives de production et les organismes de certification. En effet, les exportateurs, importateurs, transformateurs, distributeurs et détaillants gravitent plus souvent et plus facilement autour des instances de gouvernance du mouvement du CÉ que sont les divers conseils d'administration, de direction ou d'exécution des organismes de certification et des fédérations nationales et internationales de régulation du commerce équitable.

Sur le plan politique, les principaux acteurs sont les organisations de promotion et de régulation du commerce équitable (IFAT, FLO, NEWS, EFTA, FINE) ainsi que les organismes de certification, les associations d'aide humanitaire et les organismes issus de communautés confessionnelles (Oxfam, Global Exchange, etc.), qui exercent tous une certaine pression sur les administrations publiques et les gouvernements afin de faire changer les règles du commerce international.

Maintenant que nous avons pu décrire succinctement la dynamique qui anime les acteurs du commerce équitable, les prochains paragraphes vont nous permettre d'approfondir l'analyse des visions du monde et des rationalités politiques qui sont à la source des choix stratégiques.

DIAGRAMME 1
Les chaînes et les réseaux. Schéma des types d'acteurs et de leurs relations dans le CÉ



3. LES RATIONALITÉS POLITIQUES DANS LE COMMERCE ÉQUITABLE¹⁹

Le Symposium sur le commerce équitable fut une occasion privilégiée pour étudier directement les rationalités politiques des acteurs. En effet, à travers les discussions qui eurent lieu sur quatre jours, on a pu voir ressortir des visions du monde qui s'agencent en systèmes rationnels, lesquels constituent le fondement des stratégies de ces acteurs. On cherche ici à rendre compte de ces différentes rationalités.

En premier lieu, il importe de dire que le CÉ demeure du commerce. C'est-à-dire qu'il répond à une logique de marché qui s'appuie sur une offre et une demande. De plus, il adopte un langage et certains principes gestionnaires tels que la compétitivité du produit, la transparence des opérations, la baisse des coûts de production. Et si le CÉ commence à séduire plusieurs compagnies multinationales, c'est parce qu'il peut se targuer d'une croissance annuelle moyenne de 20 % depuis au moins les cinq dernières années. Cependant, le marché conventionnel est chargé des valeurs de profit, d'efficacité, de croissance, de compétition. Le marché équitable, pour sa part, s'il conserve ces valeurs (sauf la compétition entre acteurs du CÉ, remplacée par le partenariat), il les subordonne à l'équitabilité des prix, à la durabilité du développement économique, à la protection de l'environnement et à la croissance de la qualité de vie des producteurs. En ce sens, il applique les principes du développement durable tels qu'ils ont été définis par le Rapport Brundtland en 1987.

La recherche du profit se justifie de plusieurs façons. D'abord, c'est un moyen de rester autonome par rapport aux subventions étatiques et ainsi pouvoir véritablement s'inscrire dans le système du commerce conventionnel. Ensuite, le profit permet la croissance et l'investissement : cela peut servir à l'éducation populaire, au marketing, au développement de nouveaux produits. Enfin, le profit peut servir à la redistribution vers les producteurs et à l'aide humanitaire internationale. Car, en vérité, le profit sert rarement à l'enrichissement des « actionnaires » ou des propriétaires d'une entreprise de produits équitables²⁰. Quant à la forme de l'entreprise ce sera, au Nord, pour les importateurs, transformateurs ou distributeurs, des sociétés commerciales traditionnelles à but lucratif ou bien des coopératives à buts non lucratifs qui dégagent tout de même des surplus. Plusieurs organisations actives dans le CÉ sont liées à des associations caritatives. Lorsque la forme « société à but lucratif » est choisie, une convention de redistribution des dividendes pourra être établie entre les actionnaires pour spécifier que la priorité va au réinvestissement des profits dans les activités de l'entreprise au détriment de l'enrichissement des actionnaires.

Deuxièmement, quant aux objectifs de croissance du commerce équitable, trois rationalités (compatibles) se côtoient :

¹⁹ Une première version du texte de cette section est paru en octobre 2003 dans le Bulletin de la Chaire Économie et Humanisme (ESG, UQÀM), vol. 1 no. 12. disponible en ligne :

<http://www.ceh.uqam.ca/pdf/oeconomiahumanoctobre2003.pdf>

²⁰ Sauf dans le cas des corporations multinationales, bien entendu!

- Certains avancent qu'il faudrait s'arrimer aux acteurs conventionnels, c'est-à-dire profiter de la grande demande de produits équitables et biologiques pour sensibiliser les grands groupes commerciaux et ainsi étendre rapidement la portée du CÉ (bref : investir la grande distribution). Cette logique a toutefois le désavantage de soumettre le CÉ aux impératifs commerciaux de la distribution de grande surface, à la multiplication des intermédiaires et à l'allongement des chaînes de production. De plus, les petits acteurs du CÉ n'ont que très peu de poids face aux multinationales comme le groupe Carrefour, Starbuck ou Nike.
- Certains autres préféreraient poursuivre la croissance du CÉ *de l'intérieur*, en accroissant la capacité des acteurs existants et en développant de nouveaux marchés, dont les marchés « protégés » (des clients d'origine étatique comme les garderies, les hôpitaux, les écoles, etc., ou des clients « moraux » comme les églises), de façon à garder le contrôle des « labels ». Cette optique comporte aussi des désavantages : si, d'un côté, elle permet de rester ferme sur les conceptions du commerce équitable, de l'autre côté elle expose les acteurs du CÉ aux longues dents et aux moyens financiers énormes des grands groupes commerciaux. Apparaît ainsi le risque de se faire doubler par les grands, de perdre le contrôle de la certification et de diluer le concept²¹.
- Enfin, la majorité des acteurs plaide pour l'extension du commerce équitable vers d'autres filières de production, notamment les produits manufacturés. Cela permettra de diversifier l'offre et, en même temps, de continuer l'éducation populaire en mettant de l'avant que l'inéquité est présente dans toutes les filières de production. Il faut alors développer de nouvelles règles de certification pour contrôler des processus de production et de transformation plus complexes que pour les produits bruts comme le café ou le thé. Le même enjeu existe dans le mouvement pour l'agriculture biologique : il est plus difficile d'assurer le caractère biologique d'une tarte aux pommes (aliment transformé) que d'un aliment brut comme la pomme.

Troisièmement, la délicate et complexe question des relations Nord-Sud. Il faut dire que le commerce équitable n'est pas imperméable à certaines inégalités. Relativement aux principes de certification et aux « cahiers de charges » (règles concrètes de production), ils sont élaborés au Nord par des acteurs qui ont une conception « nordiste » de la qualité, de l'équité et de la consommation. Pourtant, la production se fait majoritairement dans les pays du Sud. De plus, ce sont les gens du Nord qui détiennent le pouvoir d'importer (ou non) un produit et de le considérer comme équitable ou non. Les producteurs sont ainsi fortement régulés par les acteurs du Nord et cela s'apparente, dans certains cas, à une vision de l'aide internationale où les priorités et les manières de faire sont définies en dehors des pays à développer.

Cependant, les acteurs du CÉ sont conscients de ces inégalités et cherchent à les éliminer. Plusieurs principes d'action sont ainsi mis de l'avant : a) harmoniser les différentes normes et les principes de base de la certification pour mieux s'y retrouver à l'échelon international ; b) élaborer les principes de certification en partenariat avec les producteurs ; c) de même, ancrer localement les cahiers de charge, c'est-à-dire les rendre adaptables à la réalité locale des producteurs ; d) faire

²¹ Une situation expérimentée par la filière biologique en Californie. Dans ces fertiles vallées, l'agriculture biologique a pris des dimensions industrielles grâce au lobbying des grands groupes commerciaux qui ont pu influencer la nature des cahiers de charges.

en sorte que les impératifs de la production et de la distribution des revenus soient élaborés en fonction des besoins urgents, des désirs et des enjeux des communautés de producteurs. En clair, cela signifie mettre de l'avant une philosophie du développement endogène et autogéré, accompagné d'aide internationale dont les principes ne sont pas imposés. Cette rationalité largement partagée par les acteurs n'est toutefois pas facile à mettre en œuvre, notamment parce que les enjeux ne sont pas les mêmes au Nord qu'au Sud. Ainsi, pour plusieurs producteurs, l'enjeu principal est de ne pas crever de faim ou d'exposition aux pesticides. Pour ceux du Nord, l'enjeu est de réussir à mettre sur le marché des produits de qualité (donc très contrôlés) à des prix comparables à ceux des produits conventionnels.

Quatrièmement, quant aux logiques politiques et institutionnelles, la rationalité très dominante est qu'il faut faire en sorte que les États inscrivent dans des lois et des politiques les principes du CÉ. Il s'agit donc, dans un premier temps, de convaincre les gouvernements nationaux de faire la promotion du commerce équitable et de légiférer en ce sens. Cela implique un changement radical qui, dans un contexte néolibéral de déréglementation, ne sera pas facile à réaliser. Dans un deuxième temps, il s'agit de s'assurer que les gouvernements nationaux fassent pression sur les institutions internationales (OMC, ALENA, Marché Commun, etc.) pour rendre équitable le commerce mondial. Un pays comme la Suisse commence à mettre de l'avant cette rationalité, mais sa position demeure très timide. Cette rationalité de l'inscription institutionnelle des règles du CÉ doit toutefois être nuancée car des dangers existent. Par exemple, les lois relatives à la certification peuvent être modifiées et prendre un caractère industriel, comme c'est le cas dans le secteur de l'agriculture biologique aux États-Unis. Dans certains États *étatsuniens*, les règles de la production ont été assouplies suite à du lobbying des grands groupes commerciaux, de manière à pouvoir ainsi produire du biologique en quasi-monoculture et en grandes surfaces, ce qui est contraire aux règles élémentaires de l'agriculture diversifiée et durable. La certification « commerce équitable » pourrait faire face aux mêmes problèmes si elle était intégrée à l'appareil législatif. Pour ceux qui émettent cette mise en garde, il ne faudrait pas que le CÉ devienne une unique affaire de certification régie par les États, car la certification demeure, en définitive, un simple moyen de contrôle : les enjeux prioritaires se situent ailleurs.

Ces enjeux prioritaires sont ceux du développement durable, comme on l'a mentionné plus haut. Par conséquent, les acteurs établissent un lien très étroit entre le commerce équitable et la production biologique, de même qu'entre la durabilité du développement et l'accroissement des capacités (*empowerment*) des producteurs du Sud. En ce sens, le commerce équitable s'arrime aux « Objectifs du millénaire » de l'ONU, objectifs qui visent à : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, assurer la santé maternelle, combattre le sida et d'autres maladies endémiques, assurer un environnement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement (source : ONU).

En conclusion, on peut dire que le CÉ propose un aménagement du capitalisme qui veut mettre au jour les inégalités de la production et du commerce mondiaux et « internaliser » (comptabiliser) leurs coûts traditionnellement cachés (dilapidation des ressources, pollution, exploitation des travailleurs). En ce sens, s'il est clair que le commerce équitable est une pensée progressiste, il est aussi évident qu'il n'est pas en adéquation parfaite avec les grandes idéologies progressistes (communisme, socialisme, social-démocratie) élaborées dans la foulée de la modernité et de l'industrialisation. Au Nord, le mouvement se nourrit plutôt aux sources de l'écologisme, du mouvement - laïque et confessionnel - pour le respect des droits humains, ainsi qu'à celles du mouvement coopératif. Il est aussi profondément ancré dans une anthropologie libérale qui considère les personnes comme des individus autonomes et souverains. Le développement, individuel et collectif, économique et culturel, est la méthode consacrée de l'émancipation. Même s'il est largement pourvue de sensibilité pour les cultures des pays en voie de développement et même si les acteurs du Nord ont intégré les leçons des premières expériences de développement international (l'imposition de modèles mis au point ailleurs), il n'en reste pas moins que la culture occidentale du Nord entre parfois en opposition avec celle du Sud.

4. LE CONTEXTE ET LE DÉROULEMENT DE LA RÉUNION DE QUÉBEC

Le Forum sur le commerce équitable de Québec s'est tenu environ quatre mois après le Symposium de Cancùn. Le Forum de Québec n'a pas nécessairement mobilisé les mêmes acteurs ni les mêmes réseaux qu'à Cancùn. La réunion de Québec est une réalisation de la Table de concertation de l'économie sociale et du commerce équitable. L'objectif de la rencontre était, d'une part, de présenter les résultats d'une enquête sur la diffusion des produits du commerce équitable et, d'autre part, de « mieux comprendre les liens entre l'économie sociale et le commerce équitable, connaître les outils de promotion et les initiatives de distribution développés par certaines organisations et favoriser le réseautage et le développement de partenariats entre différentes organisations de l'économie sociale et du commerce équitable au Québec » (Audebrand 2004 : 1). Quelques mois après avoir fait le point du mouvement hémisphérique à Cancùn, les acteurs majeurs au Québec (Équiterre, Commerce équitable Oxfam-Québec, Carrefour Tiers-Monde) poursuivent donc leur travail en cherchant à développer plus efficacement les marchés québécois.

L'organisme de concertation du secteur, la Table de concertation de l'économie sociale et du commerce équitable (ci-après « la Table »)²² s'inscrit dans la tradition québécoise de la concertation et du regroupement communautaire sur une base sectorielle. En plus, il existe dans la portion québécoise du mouvement pour le commerce équitable une volonté de l'associer au et de le rapprocher du secteur de la nouvelle économie sociale. Ce dernier est de plus en plus florissant au Québec et entre dans la phase de la diffusion au grand public de ses produits et services. Le secteur de l'économie sociale est encadré par quelques acteurs majeurs. D'abord, le Chantier de l'économie sociale, un regroupement des acteurs du secteur qui agit comme organe directeur du mouvement, groupe de pression auprès des administrations publiques, centre de service pour ses membres et centre de recherche et d'élaboration de politiques (*Think Tank*). Cet acteur entretient des liens très étroits avec l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), un méga centre de recherche et de transfert impliquant des chercheurs et des étudiants de toutes les universités québécoises. Il existe aussi un Comité sectoriel de la main-d'œuvre active en économie sociale et en action communautaire (CSMO-ESAC) ainsi qu'un Réseau québécois d'investissement social (RISQ). Des organisations syndicales et communautaires sont aussi engagées dans le mouvement de l'économie sociale.

Ainsi, la Table, mise sur pied depuis 2002 et qui a intégré le commerce équitable depuis peu, cherche à unifier le secteur de l'économie sociale et celui du commerce équitable pour bâtir un réseau à partir de l'exemple italien des *botteghe del mondo* (magasins du monde). C'est-à-dire arriver à construire un réseau d'importation et de distribution qui puisse intégrer les produits

²² Les membres de la Table sont les organisations suivantes : Chantier de l'économie sociale (regroupement d'entreprises d'économie sociale), Commerce équitable Oxfam-Québec (importateur-torréfacteur-distributeur), Carrefour Tiers-Monde (organisation d'aide humanitaire qui fait aussi dans le commerce équitable), Équiterre (organisation de promotion des choix socialement responsables), Mondéquitable/Dix Mille Villages (importateur-détaillant-bannière), le Réseau des Ressourceries du Québec (réseau d'entreprises de recyclage), Renaissance Montréal (entreprise d'insertion), Plan Nagua et CUSO Québec (organisations de coopération internationale).

importés du commerce équitable aux produits de l'économie sociale québécoise, à travers un réseau de magasins qui fonctionnent sous une bannière ou un logo rassembleur.

TABLEAU 2
Les principaux acteurs du commerce équitable au Québec

NOM	ACTIVITÉS	STATUT JURIDIQUE
Transfair Canada - 1989	Certificateur autorisé au Canada	Entreprise incorporée loi sur Cie du Canada
Table de concertation de l'économie sociale et du commerce équitable - 2002	Coordination, direction, promotion, lobbying	Association sans but lucratif
Équiterre - 1993	Promotion du commerce équitable Lobbying et réseautage	Association sans but lucratif
CUSO-Québec - 1961	Organisation de coopération internationale	Organisation non gouvernementale
Carrefour Tiers-Monde - 1969	Importateur et détaillant de commerce équitable. Coopération internationale	Organisation non gouvernementale
Commerce équitable Oxfam Québec - ????	Importateur-grossiste, torréfacteur et distributeur. Promotion et marketing	Entreprise incorporée loi sur Cie du Québec
Café Rico - 1998	Importateur (avec une coop), torréfacteur, distributeur et détaillant de produits équitable	Coopérative de travail. Affilié a une coopérative d'import des USA
Plan Nagua - 1969	Coopération internationale, éducation des citoyens	Organisation non gouvernementale

4.1. Le déroulement du Forum

Le Forum s'est tenu dans une salle d'un centre communautaire. Une centaine de personnes ont répondu à l'appel. La plupart faisaient partie du groupe des détaillants, importateurs ou distributeurs ou bien du groupe des organisations de promotion du commerce équitable ou de promotion de la coopération internationale. Il y avait aussi plusieurs employés des organismes de développement régional ainsi qu'un bon nombre de chercheurs, de professeurs et d'étudiants.

Après les présentations et introductions d'usage (un peu longuettes), d'entrée de jeu, un éminent spécialiste de l'économie sociale est venu tenter d'établir des connexions structurelles entre

l'économie sociale et le commerce équitable²³. Ensuite, une candidate au Ph.D. est venue broser un rapide portrait de l'état des connaissances sur le CÉ. Le ton était donné : l'avant-midi serait intellectuel. Nous avons aussi eu droit à des communications qui présentaient des outils de promotion et de sensibilisation à l'économie sociale et au commerce équitable, outils disponibles pour les détaillants qui voudraient avoir plus d'information. On nous a aussi présenté le projet de certification sociale élaboré par le Chantier de l'économie sociale. Intitulé « valeur ajoutée », le label vise à donner un caractère distinctif aux produits de l'économie sociale et fait partie d'un plan de marketing plus large. Il a été suggéré au cours de la journée que le commerce équitable québécois adopte des signes distinctifs clairs afin de réduire la confusion des consommateurs²⁴.

Nous avons aussi pu assister à la présentation des résultats de l'enquête intitulée « Le potentiel de développement de l'économie sociale et du commerce équitable ». Cette enquête par questionnaire a été menée sous l'égide de la Table de concertation. Le projet dont fait partie l'enquête :

... vise à étendre le réseau de distribution des produits du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire à toutes les régions du Québec en s'appuyant sur les réseaux d'entreprises collectives existantes et en développant de nouvelles initiatives au besoin.

Audebrand 2004 : 25-26

Les questionnaires ont été envoyés à 110 entreprises d'économie sociale ou de détaillants de commerce équitable. De ce nombre, 40 questionnaires ont été renvoyés. Le profil des répondants est le suivant : 53 % de coopératives, 40 % d'OSBL, 5 % d'entreprises incorporées. Les secteurs d'activités sont les suivants : 17 répondants dans l'alimentation, 13 dans les articles usagés et recyclés, 3 organismes de solidarité internationale et 12 autres répondants distribués dans les médias/communication, livres/musique, artisanat, hébergement et autres. Cela renvoie un portrait éclaté des acteurs du commerce équitable car la plupart de ceux recensés par l'enquête sont aussi actifs dans l'économie sociale.

Cette enquête voulait vérifier l'intérêt des détaillants pour les produits du commerce équitable et de l'économie sociale. À ce titre, la plupart se sont montrés favorables à l'accroissement de leur offre de produits certifiés. De même, la plupart sont favorables à la « synergie » et à l'efficacité, mais dans la mesure où le réseautage ne se traduise pas par une lourdeur bureaucratique. Sur le plan des ressources et des obstacles, les répondants mentionnent que le manque de ressources financières et humaines est criant. On mentionne aussi l'isolement, le manque d'information et le manque d'outils promotionnels.

²³ Les actes du Forum, contenant les allocutions de tous les orateurs, sont disponible en ligne : <http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-03-2004.pdf>.

²⁴ L'Union des consommateurs du Québec, dans une étude datée de 2002 sur la distribution et la vente de produits du commerce équitable, conclue qu'il existe une très grande confusion dans ce secteur au Canada, dut notamment à l'absence de contrôle public. De nombreux commerçants mettent en vente des produits étiquetés équitables alors que ces produits ne sont vérifiés et certifiés par aucun des deux organismes reconnus au Canada. L'enquête est disponible en ligne : <http://consommateur.qc.ca/union/docu/agro/EQUITABLE-Final.pdf>

Cette étude montre un réel intérêt parmi les acteurs québécois pour le partenariat et l'établissement d'une chaîne plus solide d'importation-distribution-promotion-vente des produits du commerce équitable (et de l'économie sociale). L'enquête servira de base pour l'établissement d'un plan plus élaboré de distribution. Elle pourra aussi servir pour identifier d'autres entreprises intéressées, mais qui n'ont pas répondu au sondage (les raisons de non-réponse ne sont pas connues. Elles sont probablement liées au manque de ressources financières et humaines).

Les séances de l'après-midi du Forum ont permis aux participants, sous la forme d'ateliers et d'une plénière, d'approfondir les résultats de l'enquête et de débattre sur les enjeux de la distribution. Il ressort de ces discussions que la grande majorité des personnes présentes sont favorables à l'accroissement du partenariat. Particulièrement en région, où les initiatives et la bonne volonté ne manquent pas, mais où l'on se sent un peu isolé et à l'écart des grands réseaux.

5. LES RATIONALITÉS POLITIQUES ET LES ENJEUX DU MOUVEMENT AU QUÉBEC

Comme au niveau mondial, les enjeux du commerce équitable québécois s'articulent autour de l'accroissement des marchés, de la promotion et de l'éducation, de l'harmonisation des normes, et, bien sûr, de l'accroissement des capacités d'importation et de financement. Sur ces différents sujets, les rationalités politiques ne sont pas différentes de celles identifiées sur l'échelon mondial. Tout au plus sont-elles teintées de micro enjeux locaux (comme l'étendue du territoire et le faible peuplement en région).

Par exemple, on a vu l'opposition entre ceux qui préfèrent développer lentement à travers le réseau d'entreprises collectives existantes et ceux qui préconisent l'utilisation des médias traditionnels et la pénétration de la grande distribution. De même a été soulevé la question du développement national par rapport au développement international : il ne faudrait pas que le développement du commerce équitable nuise aux activités de l'économie sociale locale ou à celles des producteurs alimentaire de terroir (un secteur en pleine ébullition au Québec).

Un des grands enjeux demeure celui de la promotion et de l'éducation des citoyens, bref : de la publicité. Ici encore, les arguments ne diffèrent pas vraiment de ceux que l'on retrouve sur l'échelon mondial : alors que certains plaident pour l'utilisation de méthodes traditionnelles de publicité, d'autres préfèrent s'appuyer sur des noyaux de consommateurs déjà assez convaincus pour qu'ils développent latéralement leur engagement (qu'ils diversifient leurs achats de commerce équitable et de produits de l'économie sociale). Cependant, tous s'entendent pour dire qu'il ne faut pas tenir un discours misérabiliste, mais plutôt axer l'information sur la qualité des produits. Tous sont aussi d'accord pour tenter de sensibiliser plus fortement certains groupes sociaux particulièrement sensibles à ces questions (comme les syndicats, les organismes communautaires, les églises, les administrations publiques).

Concernant les stratégies et les pistes pour développer le secteur au Québec, certains proposent d'accroître le rapprochement entre l'économie sociale et le commerce équitable afin de pouvoir envisager des activités de plus grande envergure (centre commercial, foires, campagnes de marketing). Certains autres proposent de réduire au maximum les distinctions entre les produits du commerce équitable et ceux de l'économie sociale, soit par la création de labels communs, soit par l'utilisation de l'expression « commerce solidaire ».

La nécessité de renforcer les réseaux de distribution a mené à l'idée que la Table de concertation continue ses travaux – dans la lignée ouverte par l'enquête - pour établir clairement les besoins en produits et les façons de les distribuer. Des activités de sensibilisation et de lobbying auprès des syndicats et des gouvernements seront aussi entreprises. On voudrait notamment pouvoir plus se servir de la Loi sur les appellations contrôlées du Québec, qui a beaucoup de potentiel.

En conclusion, le Forum de Québec a montré qu'il existe une vigueur et une volonté d'action chez les acteurs impliqués. Ceux-ci sont très diversifiés, particulièrement chez les détaillants. On a aussi pu constater un besoin criant en matière de réseautage pour la distribution et la promotion. On a aussi dénoté une volonté – dont il n'est pas certain qu'elle fasse consensus – d'associer économie sociale et commerce équitable afin de construire un « modèle québécois » du commerce solidaire alternatif à travers une chaîne de magasins sous bannière.

Sur le plan de l'analyse, le Forum a montré que le fonctionnement du mouvement au Québec n'est pas différent de celui sur l'échelon mondial. Il a aussi fait ressortir les courroies entre le global et le local. Des organisations comme Équiterre et Commerce équitable Oxfam-Québec, directement impliquées dans l'organisation de la réunion de Cancun, sont aussi des chefs de file au Québec. D'autres comme CUSO, Plan Nagua ou Carrefour Tiers-Monde sont forts de plus de trente ans d'expérience en coopération internationale. Le certificateur canadien *Transfair* est aussi un acteur majeur sur la scène mondiale. Ainsi, il est clair que les acteurs québécois sont bien insérés dans les réseaux mondiaux.

Il est aussi intéressant de constater que les responsables du développement régional au Québec s'intéressent à ce secteur d'activité. C'est donc qu'on considère qu'il y a du potentiel pour le développement économique régional²⁵.

Une autre particularité québécoise est celle des coopératives d'alimentation. Elles se sont constituées dans les années 1970 sous la forme de comptoirs ou marchés coopératif d'alimentation et d'autres biens. Il ne reste aujourd'hui que quelques marchés alimentaires coopératifs, la plupart actifs sous les bannières des multinationales de la distribution alimentaire au Québec (Loblaw's, IGA, Métro). L'évolution des contrats et de la situation agricole a fait en sorte que les magasins coopératifs sont maintenant complètement soumis aux *diktats* des grands joueurs, au point de ne plus pouvoir décider de leurs fournisseurs. Le commerce équitable et l'économie sociale sont mis en lien, pour les représentants de la fédération des coopératives d'alimentation, avec la lutte des petits commerçants sur les gros joueurs de la province.

En définitive, il semble de plus en plus que les questions du commerce équitable, de l'économie sociale et de la production et de la distribution alimentaire puissent faire l'objet d'une lutte conjointe et globale, dans le contexte québécois, sous la valeur rassembleuse de Justice sociale.

²⁵ Par exemple, une coopérative de solidarité qui veut se vouer à la vente au détail de produits du commerce équitable et de l'économie sociale est en train d'être mise sur pied à Lévis. Le projet est soutenu par l'ACEF Rive-Sud, par le Centre Local de Développement (CLD) de Lévis, par Emploi-Québec, par le Centre de formation populaire Gabriel-Rousseau et par AVES Solidarité Internationale.

CONCLUSION

L'objectif principal de ce texte était de fournir des éléments synthétiques sur l'état du mouvement du commerce équitable dans le monde et au Québec. Pour ce faire, nous avons utilisé deux terrains d'observation participante, l'un à Cancun, l'autre à Québec. Ces deux réunions majeures dans leur contexte respectif nous ont permis de décrire la dynamique des acteurs sur l'échelon mondial et à l'échelle du Québec, ainsi que les rationalités politiques présentes dans le mouvement.

Nous avons pu constater que, sur l'échelon mondial, la dynamique des acteurs est surtout animée par les organisations du Nord, certificateurs, régulateurs et importateurs. Au Sud, les producteurs, pris dans des logiques de survie, cherchent avant tout à trouver des débouchés décents pour leurs produits, de même qu'ils cherchent à protéger leur santé physique et celle de l'environnement. Ils sont moins préoccupés par les détails de la certification. Cependant, la réunion de Cancun avait comme objectif d'accroître le dialogue Nord-Sud et de mettre sur pied des mécanismes permettant aux producteurs de prendre un peu plus leur place dans le mouvement.

Concernant les rationalités politiques, on a pu voir qu'elles sont assez diversifiées. Le mouvement pour le commerce équitable, jeune, bourgeonnant et encore peu organisé, est loin de pouvoir produire une idéologie unifiée. Les tensions sont apparentes concernant les stratégies à adopter. Néanmoins, tous s'entendent sur les principes généraux du commerce équitable et sur les enjeux généraux : accroître les marchés, harmoniser les pratiques, financer le mouvement.

Au Québec, la situation est semblable à celle que l'on retrouve sur l'échelon mondial. Les enjeux locaux sont en lien direct avec le mouvement planétaire. La particularité québécoise est celle de vouloir lier l'économie sociale au commerce équitable et de mener une lutte globale contre les grands systèmes d'insertion sociale, de production, distribution et échange de produits alimentaires ou autres.

En définitive, ce que nous disent les deux réunions décrites c'est que le mouvement pour le commerce équitable est en bonne posture pour se développer rapidement. Certaines ressources abondent (ressources cognitives et matérielles), la demande de produits équitable ne cesse d'augmenter et les gens ont une grande volonté.

Le commerce équitable comme alternative au système libéral destructeur est en bonne voie. Comme le dit le slogan de *Dean's Beans Organic/Fair Trade*, un importateur états-unien, « *Make Coffee, Not War!* ».

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM, Sophie, Michael BARRAT BROWN. 1999. « Le commerce équitable dans les échanges Nord-Sud », dans *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles : De Boeck Université, p. 105-122.
- AUDEBRAND, Luc, Geneviève HUOT, Luce PROULX. 2004. « commerce équitable et économie sociale : le défi de construire un réseau », Actes du Forum commerce équitable et économie sociale, Québec, 30 janvier 2004, dans les Cahiers de l'ARUC en Économie sociale, no. T-03-2004, 74 pages. Disponible en ligne : <http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-03-2004.pdf>
- AUDET, René. 2003. « Cancún 2003 et le discours économique de la société civile », dans *Oeconomia Humana, Bulletin de la Chaire Économie et Humanisme*, vol. 1 no. 12, p. 2-4. Disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/oeconomiahumanaoctobre2003.pdf>
- AUDET, René, Maude BÉLANGER, Alexandra GILBERT, Olga NAVARO FLORÈS. 2003. « commerce équitable, économie sociale et développement durable. Bibliographie commentée », Cahier de recherche conjoint Chaire de coopération Guy-Bernier et Chaire Économie et Humanisme, École des Sciences de la Gestion de l'UQÀM, no. 14-2003, 37 pages. Disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/cahier14.pdf>
- BUCOLO, Elisabetta. 2000. *Le commerce équitable*, Arles (Fr.) : Impatiences démocratiques, collection Les Notes de l'Institut Karl Polanyi.
- CONSEIL D'ACCREDITATION DU QUÉBEC. 2002. « Usage de l'appellation «biologique » et des termes qui en sont dérivés par les personnes qui contractent avec un ou des fournisseurs la fabrication et l'emballage de produits alimentaires biologiques en vue de leur vente sous marque privée », Québec, Conseil d'Accréditation du Québec, 2 pages.
- ÉQUITERRE. 200?. « La route conventionnelle et la route alternative du café », page du site Internet, www.equiterre.qc.ca
- GENDRON, Corinne. 2001. « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques », dans *Pour*, no 172, pp. 175-181.
- GENDRON, Corinne, Marie-France TURCOTTE, Marc-André LAFRANCE, Julie MAURAS. 2002. *L'action des nouveaux mouvements sociaux économiques et le potentiel régulateur de la certification dans le domaine forestier*, dans Les Cahiers de la Chaire économie et humanisme, collection « recherche », no. 08-2002, Montréal : UQÀM – École des sciences de la gestion, 10 pages. Disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/cahier08.pdf>

- GENDRON, Corinne, Alain LAPOINTE, Marie-France TURCOTTE. 2003. *Codes de conduite et entreprise mondialisée : quelle responsabilité sociale? Quelle régulation?*, dans Les Cahiers de la Chaire économie et humanisme, collection « recherche », no. 12-2003, Montréal : UQÀM – École des sciences de la gestion. Disponible en ligne : <http://www.ceh.uqam.ca/pdf/cahier12.pdf>
- GILBERT, Alexandra, Maude LABERGE. 2002. *Le commerce équitable, un recueil de textes*, Chaire de coopération Guy Bernier et Chaire Économie et Humanisme, École des Sciences de la gestion de l'UQAM.
- GOODMAN, David. 2003. "The Quality "Turn" and Alternative Food Practices: Reflections and Agenda", dans *Journal of Rural Studies*, vol. 19, pages 1-7.
- JAFFEE, Daniel, Jack R. KLOPPENBURG, Mario B. MONROY (inédit). 2004. "Bringing the Moral Charge Home?: Fair Trade Within the North and Within the South", à paraître dans *Rural Sociology* en 2004, 39 pages.
- McMICHAEL, Philip. 2000. « The Power of Food », dans *Agriculture and Humans Values*, vol. 17, pages 21-33.
- MALSERVISI, Mauro-F., Isabel FAUBERT-MAILLOUX. 2000. *Le commerce équitable*, Montréal : Chaire de coopération Guy-Bernier, École des Sciences de la gestion, UQÀM, cahier no. 006-112, p.17.
- NOISEUX, Yanick. 2004. *Document de référence Internet - Dossier commerce équitable*, CRISES, UQÀM, juin 2004, 143 pages.
- OXFAM-QUÉBEC. 2002. *Commerce équitable. Revue de presse 2001-2002*.
- PARÉ, Fred. 2003. « Responsabilité citoyenne et respect de la vie : des passages obligés de la sécurité alimentaire », dans *Les Cahiers du 27 juin*, vol. 1 no. 1, février 2003, p. 55-61.
- PERNA, Tonino. 2001. « La réalité du commerce équitable », dans *Éthique et société. L'impossible (re)mariage ?*, p. 359-372.
- RAYNOLDS, Laura T. 2004. « The Globalization of Agro-Food Networks », dans *World Development*, vol. 32 no. 5, p. 725-743.
- RAYNOLDS, Laura T. 2000. « Re-embedding global agriculture : the international organic and fair trade movements », dans *Agriculture and Human Values*, vol. 17, p. 297-309.
- RENARD, Marie-Christine. 2003. "Fair Trade : Quality, market and conventions", dans *Journal of Rural Studies*, vol. 19, pages 87-96.

SILVESTRO, Marco. 2003. « Les rationalités politiques dans le commerce équitable », dans *Oeconomia Humana, Bulletin de la Chaire Économie et Humanisme*, vol. 1 no. 12, pages 5-7. Disponible en ligne :

<http://www.ceh.uqam.ca/pdf/oeconomiahumanoctobre2003.pdf>

SYMPOSIUM SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE. 2003. *Programme du Symposium*. Disponible en ligne : http://www.fairtradeexpo.org/030903_en.pdf

UNION DES CONSOMMATEURS DU QUÉBEC. 2002. *Commerce équitable : bâtir des règles de marché claires pour les consommateurs*, Montréal, Union des Consommateurs, 52 pages. Disponible en ligne : <http://consommateur.qc.ca/union/docu/agro/EQUITABLE-Final.pdf>

UNION DES CONSOMMATEURS DU QUÉBEC. 2003. *Enquête de l'Union des consommateurs sur le café équitable Les gouvernements devraient baliser l'utilisation de l'appellation équitable*, Communiqué de presse, Montréal, 14 mai 2003.

ANNEXE 1

Liste des acteurs recensés et présentés par Noiseux

Tiré de : Noiseux, Yanick (2004) *Document de référence Internet - Dossier commerce équitable*, CRISES, UQÀM, juin 2004, 143 pages.

ACTEURS INTERNATIONAUX	
Fine	Regroupement de fédérations internationales de CÉ
International Fair Trade Association (IFAT)	Fédération internationale (producteurs et association de promotion)
Fairtrade Labelling Organization (FLO)	Association de labellisation
ACTEURS NORD-AMÉRICAINS	
Fairtrade Federation	Associations de grossistes, détaillants et distributeurs
Servv International	Association de commercialisation d'artisanats « alternative trade »
Equal Exchange	Coopérative/Importateur-Grossiste
Global Exchange	Association de solidarité
Transfair Canada	Association de labellisation
Oxfam Québec Et Commerce Équitable Oxfam-Quebec	Importateurs-détaillants (Québec)
Équiterre	Association de solidarité et de promotion
Ten Thousand Villages	OSBL (importateur et détaillant)
La Sembra Co-Op	Coopérative (importateur, fabricant et distributeur de produits biologiques certifiés équitables.)
Bridgehead	Importateur, grossiste et détaillant de produits équitables
ACTEURS EUROPÉENS (FRANCE)	
The European Fair Trade Association (EFTA)	Regroupement d'associations nationales de CÉ européennes
Max Havelaar, Le Label Du Commerce Équitable	Association de labellisation (France)
La Plate-Forme Française Pour Le Commerce Équitable	Organisme de représentation (France)
Projet Commerce Équitable.Com	Importateur-détaillant (France)
Artisans Du Monde	Importateur-détaillant (France)
Ethnik.Org	Importateur/Détaillants (France)
Mission Humanitaire.Com	Structure de solidarité/portail alternatif (actualités, urgences), détaillant (France)
Artisanat SEL	Importateur-détaillant (France)
Solidar' monde	Centrale d'achat de CÉ (France)

ACTEURS LATINO-AMÉRICAINS	
Comercio Justo Mexico	Association de labellisation Association de solidarité et de promotion.
ARGENTINE	
Siwok crafts,salta	Association d'artisans (sculpture sur bois)
BOLIVIE	
Alpaca works	Coopérative d'artisans
Antofagasta	Coopérative de producteurs de cafés
Asociación De Artesanos Q'antati	Association d'artisans
Asociación artesanal Señor de Mayo	Association d'artisans
Asociación Nacional de productores de Quinoa (ANAPQUI)	Association de coopératives de petits producteurs
Colonial Caranavi, Bolivia	Petits producteurs de café
Cooperativa Agrícola Intergral Campesino ltd	Coopérative agricole
El Ceibo	Regroupement de coopératives de cacao
Kory Ampara	Coopérative non enregistrée
La Khochalita	Organisation de commercialisation à but non lucratif
BRESIL	
Art d'vine	Fondation privée (défense des enfants)
Associação peq. Agric. O. Catarinense (APACO)	Association de petits producteurs agricoles
Balata rubber crafts	Petits producteurs de balata
Coasa	Coopérative de producteurs de noix d'acajou
COOPERCAJOU	Coopérative de petits producteurs d'acajou
Odara/forest of the world	Association de commercialisation
Viva rio fair trade brasil	Association de solidarité (ONG)
CHILI	
Comparte	Association de commercialisation
Fundacion Solidaridad Chile	Fondation religieuse (catholique)
COLOMBIA	
CRIEC	Réseau local de commerce de détails (produits régionaux)
Expocafe	Organisation d'exportation
Fundaglobal fundación	-
Ingruma	Coopérative de producteurs de café
Promotora de comercio social	Entreprise de promotion du commerce social (but non lucratif)
COSTA RICA	
Asoc. Latinoamericana de pequeños caficultores (Frente Solidario)	Association artisanale producteurs de café
Coocafe	Regroupement de coopérative de petits producteurs de cafés
Coopeagri el general	Coopérative de petits producteurs de canne à sucre
Coopecanera	Association de petits producteurs de cannes à sucre

Coopesarapiqui	Coopérative de petits producteurs de café
Fundeca	Coopérative de micro-crédit
CULTURES AMÉRINDIENNES D'AMÉRIQUE DU NORD	
Native scents	Réseau de coopérative d'artisans
ÉQUATEUR	
Camari	-
Corporación Relacc	-
Fundación Sinchi Sacha	-
Folk Art from La Palma	Collectif d'artisans
Maquita Cushunchic	Association de commercialisation
Tiendas campesinas Camari,quito	Association de commercialisation (artisanat)
EL SALVADOR	
Asociación de productores agroindustriales orgánicos de El Salvador Aprainores	Association de producteurs biologiques
El arbol de Dios s.a. De c.v.,San Salvador	Entreprise de productions artisanales
El Renacer Chalateco, Chalatenango	Association d'artisans
Fesacora	Coopérative de petits producteurs de café
Oaxacaa de las Artesanias, San Salvador	Organisation de développement communautaire
New Awakenings Cooperative, San Salvador	Association d'artisans
GUATEMALA	
Asociación Crecer	Association civile de petits producteurs (artisanat)
Asobagri	Coopérative de petits producteurs de café
Artexco r.l.,Quetzaltenango	Association de commercialisation
Chajulense Va'l Vaq Quyol	Association de solidarité
Cooperativa San Antonio Palopo, San Antonio Palopo	Coopérative d'artisans (textile)
Cooperacion para el desarrollo rural del Occidente	Association d'artisans (textile)
COPAVIC	Coopérative de recycleurs de vitre
Fedecocagua	Fédération de coopératives de petits producteurs de café
Mayan hands	Association de commercialisation
Maya traditions	Association de commercialisation
Upavim crafts	Organisation de développement communautaire (USA)
Wajxaq'lb kan	Association d'artisans
HAÏTI	
Comité artisanal Haïtien	Organisation de promotion (à but non lucratif)
Drexco	Association de commercialisation (Entrepreneur-artisan)
Holy Trinity School	Coopérative d'artisans
Jacmel Wood Art	Association d'artisans
Toulesarts d'Haïti	Coopérative d'artistes et d'artisans

HONDURAS	
Asociacion proyectos al pueblo, Tegucigalpa	Coopératives de petits producteurs d'acajou
Dicomcafe	Association de commercialisation.
La Surenita	Coopérative de transformation de noix d'acajou (femmes)
JAMAÏQUE	
Blue mountain herbs & spices / long road co-op	Coopérative de petits producteurs d'herbes et d'épices
MEXIQUE	
Agromercados	Entreprise de CÉ
Amacup	Association de commercialisation
Anec	Association de commercialisation
Artcamp	Coopérative d'artisans (bijoux)
Casaromero/vamos!, Cuernavaca	Organisation de développement communautaire/association d'artisans
Cesmach	-
Cepco	Réseau de producteurs de café de Oaxaca
CIRSA	-
Coordinadora nacional de organizaciones cafetaleras	Réseau d'associations de petits producteurs de café
ISMAN	Société de solidarité sociale formée de 1280 petits producteurs de café
J'olom Maya Etik	Coopérative d'artisans (textile)
Kabitah	Association de petits producteurs de miel
Majomut	Association de petits producteurs de cafés
Miel Maya	Association de commercialisation, petits producteurs de miel
Oaxacan black pottery	Association de commercialisation (poterie)
PAUAL	Association de petits producteurs de miel
POSI,	Producteurs biologiques
Puebla Talavera	Artisanat (céramique)
San Fernando, Unión de Ejidos	-
San Juan Cancuc	Association de petits producteurs de café
Taller Leñateros	Coopérative d'artisans (papier)
Tosepan Titatanike	Coopérative de petits producteurs de café
Tzeltal Tzotzil	Coopérative de production
UCIRI	Regroupement de petits producteurs de café
Union regional de pequeños productores de café de Huatusco	Regroupement de petits producteurs de café
Union progresista artesanal s.s.s., Taxco el Viejo	Coopérative d'artisans
URCPPCZ	Regroupement de petits producteurs agricoles, forestiers et agroindustriels (commercialisation)
Xochipilli A.C.	Entreprise d'artisanats mexicain
Xochiquetzal	Organisation de commerce alternatif commercialisation

NICARAGUA	
Cecocafen	Regroupement de coopératives de producteurs de café
Potters for peace	Association de solidarité pour les coopératives de petits producteurs de céramique
Proarte	Entreprise de commercialisation (artisanat)
Prodecoop	Organisme promoteur du développement coopératif
PARAGUAY	
Association des producteurs de montillo	Association de coopératives de petits producteurs de sucre biologique
Coopérative sucrière arroyense	Coopérative de petits producteurs de sucre biologique
Cooperative manduvira	Coopérative de petits producteurs de sucre biologique
PEROU	
ALLPA	Organisation de commercialisation (artisanat)
APARM	Association de petits producteurs de café
Asociacion de artesanos campesinos	Association d'artisans
Candela Peru	Organisation de commerce alternatif
Central interregional de artesanos del Peru	Entreprise de commercialisation
Cepicafe / Pidecafe	Association de petits producteurs de café biologique
COCLA	Regroupement de coopératives de petits producteurs de café
Ciap comercial s.r.l	Association d'artisans (commerce alternatif)
Culturas del sol Reverse glass painting	Association d'artisans
Minka	-
Manos amigas s.a.	-
Macre Peru s.r.l.-Creative Hands of Peru	Association d'artisans
OTISA	Coopératives de production de canne a sucre biologique
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	
CONACADO	Confédération de producteurs de cacao
URUGUAY	
Servicio Ecumenico solidario	Association religieuse